

Les incursions israéliennes en Patagonie, par José Alberto Niño – Entre la plume et l'enclume

Treize ans avant que les incendies ne ravagent la Patagonie chilienne, le sénateur Eugenio Tuma Zedán avait dénoncé au Sénat le comportement de prétendus « touristes » israéliens, qui étaient en réalité des éclaireurs militaires surveillant le territoire chilien. Aujourd’hui, alors que des feux de forêt font rage dans la région qu’il avait pointée du doigt, sa clairvoyance fait de lui un prophète des temps modernes.

[Le sénateur de La Araucanía, représentant l'une des communautés palestiniennes](#) les plus importantes d’Amérique du Sud, a accusé des milliers de routards israéliens de mener une opération militaire secrète sur le sol chilien.

« Entre 8 000 et 9 000 touristes israéliens entrant chaque année au Chili », a déclaré Tuma sur le plateau de l’émission Controversia TV, « n’étaient en réalité pas des touristes. » Il affirmait qu’il s’agissait de soldats infiltrés des Forces de défense israéliennes, « déguisés en civils », qui cartographiaient méthodiquement le sud du Chili. Ces jeunes routards, insistait Tuma, représentaient une menace pour l’intégrité territoriale du Chili.

Ces affirmations semblaient tout droit sorties d’un roman d’espionnage. Mais pour ceux qui connaissaient les théories latino-américaines sur l’influence juive, Tuma invoquait le Plan Andinia, une théorie vieille de plusieurs décennies [selon](#) laquelle Israël aurait secrètement planifié la création d’un État juif dans la nature sauvage et immaculée de Patagonie.

Eugenio Tuma Zedán est né le 29 juillet 1945 à Temuco, capitale de la région chilienne d’Araucanie. Ses racines remontaient à la Palestine par son père, Juan Tuma Masso, qui avait immigré au Chili enfant en 1913. Ce dernier avait bâti un empire textile et mené une carrière politique, siégeant comme député de 1961 à 1969. La politique et l’identité palestinienne étaient profondément ancrées dans l’histoire familiale.

Le jeune Eugenio suivit les traces de son père. Diplômé en économie et en administration des affaires de l’Université du Chili, il gravit ensuite les échelons au sein des agences de développement chiliennes durant le début tumultueux des années 1970. Lorsque le coup d’État du général Augusto Pinochet contre le président Salvador Allende instaura une dictature militaire en 1973, Tuma rejoignit les forces d’opposition. En 1986, il participait à la fondation du Comité des droits de l’homme en Araucanie. Un an plus tard, il adhéra au Parti pour la démocratie, un parti de centre-gauche créé pour contourner les restrictions imposées par la dictature.

Le retour de la démocratie en 1990 ouvrait de nouvelles perspectives à Tuma. Élu député en 1993, il représentait les communautés agricoles de la région de Temuco. Il a occupé ce siège pendant seize ans, accédant au poste de deuxième vice-président de la Chambre et de président de la puissante commission de l’économie. En 2009, il a été élu sénateur.

Les opinions de Tuma sur Israël et la communauté juive ont été révélées au public pour la première fois en mars 2008, lors des opérations militaires israéliennes à Gaza. En tant que député, il a appelé le Chili à rompre toutes ses relations diplomatiques et commerciales avec l’État hébreu. Ses propos étaient [sans équivoque](#).

« Un nouvel holocauste » est en train de se produire au Moyen-Orient, a déclaré Tuma. « L’État d’Israël dissimule délibérément les pratiques d’extermination qu’il met en œuvre contre le peuple palestinien. » Cette situation relève de pratiques « terroristes », a-t-il affirmé, et « la diplomatie a ses limites, qui ont été largement dépassées ». Le Chili doit cesser de reconnaître Israël afin de rester « fidèle à la position constante de la nation chilienne en faveur du respect

des droits humains, de la dignité des personnes et de l'autodétermination des peuples ».

Deux ans plus tard, en décembre 2010, Tuma changea de discours. Il accusa d'éminents **Juifs chiliens** d'être des « agents » d'Israël. Sa cible principale était **Rodrigo Hinzpeter**, ministre de l'Intérieur chilien, qu'il qualifia d'« activiste et militant de la cause israélienne ». Gabriel Zaliasnik, président de la principale organisation juive du Chili, fut également pris pour cible. Selon Tuma, ces citoyens chiliens étaient responsables du blocage de la reconnaissance par le Chili d'un État palestinien.

La communauté juive observait la situation avec inquiétude. Le Chili comptait environ 15 000 Juifs, largement minoritaires face aux 300 000 à 400 000 personnes d'origine palestinienne. Le pays abritait la plus importante diaspora palestinienne hors du Moyen-Orient, et les tensions liées au conflit israélo-palestinien ont fréquemment influencé la vie politique chilienne.

En 2012, alors que le Chili débattait d'une loi historique contre la discrimination, Tuma **a intensifié** ses attaques. Lors des débats parlementaires, il aurait **déclaré** : « Ce sont précisément des gens comme Gabriel Zaliasnik, ancien président de la communauté juive du Chili, qui ont empêché le Chili d'adopter une loi contre la discrimination, car ils voulaient introduire une loi spéciale pour les Juifs. »

L'accusation a profondément blessé. La communauté juive du Chili militait **pour** un renforcement de la législation contre les crimes « de haine », et non pour son affaiblissement. Ses représentants ont organisé une marche à Santiago pour rejeter ce qu'ils **ont qualifié d'** « accusations xénophobes mensongères ». La manifestation a rassemblé des centaines de personnes brandissant des pancartes défendant la minorité juive du Chili et exigeant le respect.

Tuma **a qualifié** la manifestation de « manifestation qui répond à une position d'intransigeance ». À l'époque, il ne montrait aucun signe de fléchissement.

En janvier 2012, Tuma s'interrogeait publiquement sur la nationalité et les intentions des visiteurs israéliens au Chili. « Des milliers d'Israéliens entrent dans le pays comme s'ils étaient chez eux, et personne ne leur dit rien », déclarait-il au **site d'information** chilien BioBioChile. Le sénateur laissait entendre que le gouvernement israélien envoyait des militaires déguisés en touristes.

Les spéculations que Tuma nourrissait au sujet du Plan Andinia avaient des racines profondes. Des membres du Front national-socialiste argentin avaient été les premiers **à proposer** cette théorie au milieu des années 1960, et le diplomate chilien et fervent partisan d'Hitler, Miguel Serrano, l'avait ensuite popularisée. Serrano affirmait que, depuis plus de vingt ans, des Juifs se faisant passer pour des routards et des randonneurs démunis parcouraient les régions les plus reculées et les plus critiques du sud du Chili, avec la complicité de responsables chiliens, de l'armée de terre, de la marine et de la Confédération nationale des forêts (CONAF), qui les considéraient comme deauthentiques membres des forces armées, de l'armée de l'air ou des services de renseignement israéliens.

L'apparition de Tuma à la télévision en octobre 2013 avait permis de clarifier la situation. Il insistait sur le fait qu'il ne s'agissait pas de simples touristes, mais d'équipes de reconnaissance. Le sénateur s'est interrogé sur la présence de panneaux en hébreu à Torres del Paine et dans d'autres destinations de Patagonie. Il **a affirmé que** le gouvernement chilien avait « décidé de ne rien faire compte tenu du pouvoir exercé par Israël et les États-Unis ».

Le Centre Simon Wiesenthal, une importante organisation juive de défense des droits, a réagi avec indignation. La direction du centre a écrit directement à Michelle Bachelet, candidate à la présidence avec Tuma comme coordinateur de campagne. Le centre a exigé son **renvoi** immédiat.

Le Dr Shimon Samuels, directeur des relations internationales du centre, a été catégorique : « Les calomnies de Tuma incitent à la violence contre des touristes israéliens innocents », a-t-

il déclaré. L'organisation a souligné que ses accusations rappelaient les « Protocoles des Sages de Sion », en référence au tristement célèbre texte de propagande qui dénonçait un complot juif pour la domination mondiale.

L'American Jewish Committee s'est joint au concert de critiques. L'organisation a qualifié les propos de Tuma de « sans fondement » et d'« extrêmement dangereux », « d'autant plus dans un pays qui connaît une recrudescence de l'antisémitisme ».

L'AJC a appelé les dirigeants du gouvernement et de la société civile chilienne à condamner publiquement Tuma. Elle a insisté pour que la nouvelle loi anti-discrimination adoptée au Chili, celle-là même que Tuma avait critiquée lors de son vote, soit utilisée pour le sanctionner.

Derrière ces critiques se cachait une réalité troublante. De nombreux jeunes Israéliens se rendaient effectivement en Patagonie. Après avoir accompli leur service militaire obligatoire, beaucoup entreprenaient de longs voyages sac au dos à travers l'Amérique du Sud, les paysages spectaculaires du sud chilien étant une destination de choix. Cependant, ces voyages ont suscité leur lot de controverses.

Selon Radio Universidad de Chile, de nombreux Israéliens se rendent en Amérique du Sud juste après leur service militaire obligatoire, choisissant souvent la Patagonie comme destination prisée. Un exemple frappant remonte à fin décembre 2011, lorsque le touriste israélien Rotem Singer avait accidentellement déclenché un gigantesque incendie dans le parc national Torres del Paine au Chili, ravageant plus de 17 000 hectares de nature vierge.

Les autorités chiliennes ont détenu Singer, qui a accepté de verser environ 10 000 dollars de dommages et intérêts à la CONAF avant de quitter le pays. Cette clémence a provoqué l'indignation de l'opinion publique chilienne, qui espérait une peine d'emprisonnement. Des manifestants se sont rassemblés devant la Cour suprême après la confirmation de cette décision indulgente.

Par ailleurs, Elizabeth Muñoz, directrice régionale de la CONAF à Magallanes, a déclaré dans une interview de 2017 que les Israéliens représentaient près de 66 % des expulsions du parc national Torres del Paine sur une période de cinq ans. De ce fait, plusieurs propriétaires d'auberges de la région ont commencé à refuser officieusement les clients israéliens. Ces dernières années, les propriétaires d'auberges et les voyagistes ont constaté une montée des tensions. Certains voyageurs israéliens ont été confrontés à de l'hostilité là où ils avaient auparavant été chaleureusement accueillis.

Entre-temps, Tuma a siégé au Sénat chilien jusqu'en 2018, date à laquelle il a choisi de ne pas se représenter. En 2021, il a tenté un retour en politique en se présentant au poste de gouverneur de la région d'Araucanie. Il s'est qualifié pour le second tour, mais a été battu, n'obtenant que 41,79 % des voix. Plus tard dans l'année, il a démissionné du Parti pour la démocratie après 30 ans d'adhésion, protestant contre le soutien apporté par le parti au candidat à la présidence Gabriel Boric. En 2025, il s'est de nouveau présenté au Sénat, cette fois sous l'étiquette du Parti libéral, mais n'a recueilli que 4,97 % des suffrages.

L'influence politique de Tuma a manifestement diminué. Cependant, ses craintes concernant les incursions israéliennes en Patagonie sont partagées par un nombre croissant de Chiliens et d'Argentins de la région, et ce jusqu'à aujourd'hui.

Alors que des incendies ravagent actuellement la Patagonie, les internautes argentins reprennent les avertissements lancés en 2013 par le sénateur Eugenio Tuma Zedán, spéculant que des routards israéliens – qu'il qualifiait de cartographes clandestins – pourraient être à l'origine des feux, une théorie qui se propage désormais au Chili. En l'absence de toute déclaration officielle concernant un incendie criminel ou une implication étrangère, ces journalistes citoyens perpétuent la vigilance de Tuma face à ce qu'ils perçoivent comme des empiètements israéliens sur les terres du sud. Si les enquêtes officielles confirment leurs soupçons, la position prise par Tuma au Sénat il y a longtemps apparaîtra comme une clairvoyance prophétique, un

cri d'alarme entendu trop tard.

<https://www.unz.com/article/a-palestinian-chilean-senators-dire-warning-about-israeli-incursions-in-the-patagonia/>